

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

RECU le

19 JUIN 2020

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Mâcon, le 12 JUIN 2020

Commission départementale
de préservation des espaces naturels,
agricoles et forestiers

Tél. : 03 85 21 86 61
Fax : 03 85 38 01 55
ddt-cdpenaf@saone-et-loire.gouv.fr

Monsieur,

Vous envisagez de réaliser une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance supérieure à 250 kWc sur le territoire de la commune de Sennecey-le-Grand (71).

Au vu de ses caractéristiques, votre projet entre dans le champ d'application de l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime relatif à la compensation collective agricole et nécessite que vous réalisiez une étude préalable (cf. le document ci-joint).

En effet, votre projet répond aux conditions d'emprise et de surface prélevée prévues à l'article D. 112-1-18 dudit code :

- il est soumis à étude d'impact systématique au titre du R. 122-2 du code de l'environnement ;
- il s'implante sur une surface de plus de 5 ha ;
- il se situe en zone à urbaniser (AUX1) du plan local d'urbanisme de Sennecey-le-Grand ;
- il impacte un site actuellement exploité en prairie de fauche.

L'étude préalable doit comporter une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur l'économie agricole de ce territoire, les mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que, le cas échéant, les mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire (cf. l'article D. 112-1-19 du code rural et de la pêche maritime).

SARL CPV SUN 40
A l'attention de M. GARCON Julien
47 rue J.A. Schumpeter
34470 Pérols

.../...

Vous devez transmettre cette étude au préfet pour avis (le secrétariat est assuré par la DDT-CDPENAF). Le préfet sollicitera l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental



Jean-Pierre Goron

Dispositif de compensation collective agricole

Le décret 2016-1190 du 31 août 2016 (codifié aux articles D. 112-1-18 et suivants du code rural et de la pêche maritime) a mis en œuvre le dispositif relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation agricole prévue à l'article L. 112-1-3 du même code.

Ce dispositif est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2016.

LES PROJETS CONCERNES

Sont concernés les projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics ou privés répondant à plusieurs conditions cumulatives :

a) être soumis à étude d'impact systématique (au sens de l'article R. 122-2 du code de l'environnement) ;

b) avoir une emprise située en tout ou partie :

- en zone agricole, forestière ou naturelle (A ou N) d'un document d'urbanisme opposable, zone étant ou ayant été affectée à l'activité agricole dans les 5 années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet ;
- en zone à urbaniser (AU) d'un document d'urbanisme opposable, zone étant ou ayant été affectée à l'activité agricole dans les 3 années précédentes ;
- en l'absence de document d'urbanisme opposable, sur toute surface étant ou ayant été affectée à l'activité agricole dans les 5 années précédentes ;

c) la surface définitivement prélevée sur ces zones est supérieure ou égale à 5 ha. Pour les surfaces dédiées ou ayant été dédiées, pendant les durées indiquées ci-dessus, à l'une des productions suivantes : maraîchage, viticulture, horticulture cultures pérennes (vignes, arboriculture) et pour les surfaces en AOC viticole non plantées, un coefficient d'équivalence de 5 est appliqué.

REALISATION D'UNE ETUDE PREALABLE

Les projets concernés doivent faire l'objet d'une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article D. 112-1-19 du code rural et de la pêche maritime. L'étude comprend :

a) un descriptif du projet et la délimitation du territoire concerné ;

b) une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire en question (elle porte sur la production primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et contient les éléments justifiant le périmètre d'étude retenu) ;

c) une étude des effets positifs et/ou négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire (intégrant les effets cumulés avec d'autres projets connus), ainsi qu'une évaluation de son impact sur l'emploi et une évaluation financière globale des impacts ;

d) les mesures d'évitement et de réduction (étude de toutes les voies pour éviter et réduire les effets négatifs : justification des mesures retenues et raison des non-retenues) et, le cas échéant, les mesures de compensation (mesures visant à consolider l'économie agricole du territoire, comprenant l'évaluation de leur coût et les modalités de mise en œuvre).